CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA
EN MONDIALISATION, CITOYENNETÉ ET DÉMOCRATIE

www.chaire-mcd.ca

Appel de communications

Pour le colloque :

La société des identités

Organisé par la

Chaire de recherche du Canada
en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie
De l'UQAM

Dans le cadre du 74ème Congrès de l'ACFAS
À l'**Université McGill**

16 et 17mai 2006

PROBLÉMATIQUE :

Le colloque sera l'occasion d'un examen de la dynamique politique des sociétés au sein desquelles se sont affirmés de nombreux regroupements d'acteurs sociaux dont une identité sociale partagée est le principe de regroupement. Cette dynamique est nouvelle en ce qu'elle interpelle le sujet politique moderne, unitaire et cohérent alors que des « contre-sujets » lui contestent le monopole qu'il détenait jusque-là de la représentation de la société.

Le sujet politique que met au monde la société moderne (le Peuple) cristallise un pouvoir. Les laissés-pour-compte n'ont eu cesse depuis l'aube de la modernité de dénoncer l'universalisme sous lequel s'abrite le sujet politique moderne dans la mesure où ce dernier masque en réalité le pouvoir d'une classe sociale (la bourgeoisie) et d'un genre (les hommes). La modernité sera ainsi le théâtre de continuelles demandes d'émancipation formulées par les catégories sociales qui s'estimeront marginalisées ou opprimées aux vues des promesses d'égalité que faisait miroiter la citoyenneté.

Mais, en même temps qu'il est pouvoir et domination, le sujet politique moderne permet de sanctionner l'agir politique sous le sceau de la légitimité. De quelle légitimité s'agit-il véritablement ? Demandera-t-on dans la mesure ou l'on vient d'observer que la sanction de la pratique sociale résulte de l'exercice d'un pouvoir? Il ne faut pas entendre ici l'idée de légitimité au sens moral de «bon» ou de «juste» comme s'il était possible de juger de cela d'un lieu objectif ou transcendant la subjectivité de ce qui est toujours en cause dans un débat politique. La légitimité dont il s'agit ici consiste tout simplement dans le fait qu'une société divisée et traversée d'intérêts émancipatoires divers est en mesure non pas de reconnaître la justesse d'une sanction ou d'une décision ni son caractère désintéressé, mais de l'accepter et de se soumettre à ses conséquences du seul fait que cette décision émane d'un exercice démocratique qui consiste dans la confrontation des points de vue et des intérêts et qu'elle est énoncée par le sujet politique qui, malgré tout ce que l'on peut lui reprocher, représente légitimement la collectivité.

Depuis un demi-siècle environ, les forces de l'émancipation ont fait naître de nombreux groupes qui prétendent aujourd'hui parler en leur propre nom. C'est la raison pour laquelle on peut dire des sociétés modernes contemporaines qu'elles sont des « sociétés des identités ». Il importe pour les sciences humaines d'étudier les effets cumulés de cette dynamique politique. Le défi des sociétés modernes contemporaines consiste, en effet, à retrouver dans le politique le lieu d'universalisation capable d'accueillir en même temps la subjectivité et les communautarismes et particularismes de toutes sortes.

Trois axes thématiques ont été dégagés :

Le concept d'identité

Nos sociétés ont été le théâtre d'une montée des « identités » depuis les années soixante. À la suite des mouvements de défense des droits civiques aux Etats-Unis et des avancées du mouvement des femmes en particulier, nous avons depuis assisté à la montée d'autres acteurs dont le principe de regroupement est l'identité (homosexuels, sectes religieuses, l'acteur générationnel, groupes ethnoculturels, etc.). Il n'y a rien de nouveau dans le fait que les acteurs sociaux se regroupent en fonction de ce qu'on pourrait appeler une condition sociale partagée. Mais on peut dire du regroupement à fondement identitaire, celui qui s'érige en « identité », qu'il est caractérisé par le fait d'une condition partagée du point de vue particulier du mode de vie ou des modalités d'inclusion ou d'exclusion dans la société. Alors que l'appartenance de classe renvoie à une condition partagée du point de vue de la production de la valeur et que les enjeux politiques résident dans le partage des produits du travail social, les luttes politiques, dans la société des identités consistent en des luttes dont l'enjeu est la citoyenneté dans la mesure où c'est par elle désormais que passe les questions de l'inclusion ou de l'exclusion sociale.

Citoyenneté, démocratie et identité

La relative évanescence d'un sujet politique unitaire et cohérent dans les sociétés marquées par les avancées de la revendication à fondement identitaire a pour effet de transformer nos représentations de la citoyenneté tout autant que les modalités de l'action politique. C'est ainsi que le grand principe de la représentation, qui est au cœur de la démocratie moderne, est progressivement supplanté par celui de la représentativité. Plus exactement, on peut dire que, de plus en plus souvent, les enjeux politiques semblent ne porter que sur la question de la représentativité. Dans la société des identités, les rapports de pouvoir jouent entre les différentes identités en présence en les opposant les unes aux autres ou en favorisant des alliances ponctuelles. La fragmentation du sujet politique qui résulte de la multiplication de «nouveaux sujets politiques» ou encore de «contre-sujets» soulève alors un enjeu considérable. Il réside dans la difficulté devant laquelle se trouvent nos sociétés de se donner un projet qui puisse rassembler parce que formulé d'« en haut », de l'universel. On peut dire, d'une autre façon, que l'extension de la revendication identitaire soulève la difficulté d'assigner à l'agir politique les assises de sa légitimité : qui reconnaître et à quelles conditions? Comment mettre en balance les affres du passé qu'évoquent les uns et les autres dans leurs demandes de reconnaissance?

La montée de l'identitaire : enjeux éthiques et politiques

La société des identités posent sur un même plan et dans la perspective d'une égale dignité un ensemble de revendications à portée identitaire. Sur le plan symbolique, cette horizontalisation du politique risque de le délégitimer dans la mesure où la pratique ne se réfère plus à lui en tant qu'espace de la délibération relative au bien commun, mais plutôt comme lieu de passage obligé dans la lutte que mènent les divers particularismes afin de voir « constitutionnaliser » leurs demandes de reconnaissance. Les sociétés contemporaines tendent alors à instrumentaliser le politique ou encore à le ramener à sa dimension procédurale. La question consiste alors à savoir si la société peut se reproduire en l'absence de rapport ontologique totalisant à elle-même.

DÉROULEMENT DU COLLOQUE :

Ce colloque, placé sous la responsabilité de Jacques Beauchemin, professeur au département de sociologie de l'UQAM et directeur de recherche à la Chaire MCD, se déroulera à l'Université McGill les mardi 16 et mercredi 17 mai 2006, et comprendra trois séances de présentations thématiques (de trois heures chacune). Chacune des séances thématiques comprendra une conférence (30 minutes) prononcée par un présentateur invité, et des présentations (20 minutes chacune) prononcées par les participants recrutés sur appel de communication ou sur invitation spéciale. Enfin, le 17 mai en après-midi aura lieu une table ronde pour susciter la discussion entre le public et les conférenciers. Nous privilégierons les communications d'étudiants gradués, de chercheurs et de professeurs, de manière à provoquer de bénéfiques échanges avec les membres de la Chaire MCD. Les approches théoriques tout comme les études de cas sont acceptées. Nous prévoyons publier les résultats de ce colloque, qu'il convient plutôt d'appréhender comme des journées d'étude, dans un dossier spécial de notre site Internet (www.chaire-mcd.ca) ainsi que sous la forme d'un ouvrage collectif édité en partenariat avec Athéna éditions.

L'inscription au Congrès de l'ACFAS (www.acfas.ca) est obligatoire pour présenter une communication dans le cadre du colloque *La société des identités*.

PROGRAMME PROVISOIRE		
	Mardi 16 mai 2006	**Mercredi 17 mai 2006**
09h00- 12h00	*Première séance thématique* : Le concept d'identité	*Troisième séance thématique* : La montée de l'identitaire : enjeux éthiques et politiques
14h00- 17h00	*Seconde séance thématique* : Citoyenneté, démocratie et identité	*Table-ronde* : Sommaire des rapporteurs Discussion entre le public et conférenciers

Veuillez adresser vos propositions de communication (titre et présentation succincte de la problématique, environ 25 lignes, 1 500 frappes) **avant le 17 février 2006** par courriel à :

- Pierre-Paul St-Onge : chaire.mcd@uqam.ca
(514) 987-3000 poste 4897